



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 5 février 2026

Nos réf : DREAL/2026D/902

Code AIOT: 0005202403

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **NEXTEAM ARUDY FOUNDRY**

Zone Industrielle du Touya

BP 28

64260 Arudy

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 20 novembre 2025, de l'établissement exploité par la société NEXTEAM Arudy Foundry et implanté au 47 rue du Touya sur la commune d'Arudy (64260). L'inspection a été annoncée le 29 septembre 2025. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en conformité du site à la suite des constats de l'inspection du 23 octobre 2024 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2403/2025/75 du 22 juillet 2025 qui en a découlé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

NEXTEAM Arudy Foundry  
47, rue du Touya 64260 Arudy  
Code AIOT : 0005202403  
Régime : Autorisation  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

#### **Présentation de l'exploitant**

L'entreprise NEXTEAM Arudy Foundry – anciennement Fonderie MESSIER, puis VENTANA – est spécialisée dans la co-conception, l'industrialisation et la réalisation de pièces de fonderie "dite au sable" de grande précision en aluminium et magnésium. Les pièces produites sont destinées en grande partie à l'aéronautique.

Implantées depuis 1936 à Arudy, les activités de la fonderie sont autorisées sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 98/IC/411 du 28 décembre 1998.

Le procédé de fabrication est réalisé à partir de moules en sable dans lequel est moulé le métal en fusion. Après refroidissement, les pièces sont séparées du sable (décochage) et subissent une finition.

Des lignes de traitement de surface achèvent l'élaboration du produit. Le site dispose d'une chaîne de décapage « acide aluminium » (acide nitrique et acide fluorhydrique) et d'une chaîne de décapage « acide magnésium » (acide nitrique). Chaque ligne est composée d'un bain de traitement et de trois bains de rinçage (bain mort, eau régénérée et eau chaude à 85 °C).

### Thèmes de l'inspection

- suites de l'inspection du 23 octobre 2024,
- arrêté de mise en demeure n° 2403/2025/75 du 22 juillet 2025.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Stockages de produits chimiques	AM du 9/04/2019 modifié, Article 20	Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission de la consigne à jour et de la date de la mise en place des dernières rétentions</i>	1 mois
4	Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité traitement de surface	AP MeD du 22/07/2025, Article 2 AM du 9/04/2019 modifié, Articles 38, 57 et 58	Demande d'action corrective Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du rapport de mesures commentés</i>	Dès réception
5	Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité fonderie	AM du 30/06/1997 modifié, Articles 6.2 et 6.3 AP du 28/12/1998, Articles 3.2.3, 3.4 et 3.5 AM du 2/02/1998 modifié, Article 27	Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du rapport de mesures commentés</i>	Dès réception
9	Solvants utilisés au niveau de la fonderie	AM du 2/02/1998 modifié, Articles 27.7.a et 59	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective Prescriptions complémentaires	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission du rapport de mesures commenté</i>	Dès réception
10	Points de rejet sur le site	AM du 2/02/1998 modifié, Articles 4 et 49	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective Prescriptions complémentaires	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission de la mise à jour du plan, de la liste des points de rejets du site et du plan d'action des travaux prioritaires envisagés</i>	3 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockages de produits au sein d'une même rétention	AM du 9/04/2019 modifié, Article 20	Demande d'action corrective	Sans objet
3	Conteneurs de déchets	AM du 2/02/1998 modifié, Article 45	Demande d'action corrective	Sans objet
6	Plan de gestion de solvants	AP MeD du 22/07/2025, Article 3 AM du 2/02/1998 modifié, Article 28.1	Demande d'action corrective Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Activité de travail du bois	AM du 2/09/2014 modifié, Article 41 AM du 5/12/2016 modifié, Article 6.1.1	Demande d'action corrective	Sans objet
8	Utilisation de solvant à risque H341 et H351 au niveau du bâtiment propulse	AM du 12/05/2020, Article 6.1 AM du 13/12/2019, Articles 9.1 et 10.1	Demande d'action corrective Prescriptions complémentaires	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'inspection du 20 novembre 2025, il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs suivants :

- dès réception du rapport d'inspection :
  - le rapport de mesures commenté du contrôle des rejets atmosphériques du laveur de gaz, précisant, le cas échéant, les actions à mener pour obtenir une conformité,
  - le rapport de mesures commenté du contrôle des rejets atmosphériques de l'atelier fusion – 2 processus (four magnésium gravité & four BP aluminium), de l'atelier – four de décochage et de l'atelier four BP Mg, précisant les actions à mener pour obtenir une conformité, le cas échéant,
  - le rapport de mesures commenté du contrôle des rejets atmosphériques en COV de l'activité fonderie, précisant les actions à mener pour obtenir une conformité, le cas échéant,
- sous trois mois :
  - la mise à jour du plan « Plan Général » relatif aux rejets atmosphériques du site,
  - la mise à jour de la liste des points de rejets atmosphériques,
  - le plan d'action des travaux prioritaires à réaliser, en lien avec la gestion des rejets atmosphériques du site.

Enfin, l'exploitant veille à gérer, en permanence, le stockage de ses déchets en augmentant, si nécessaire, les rotations des enlèvements de ceux-ci par des sociétés dûment autorisées ou agréées. Il procède à la finalisation de la mise sous rétention de l'ensemble des produits chimiques (déchets) de son site et il met à jour la consigne de gestion des déchets associée. Il transmet à l'inspection ces informations sous un mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockages de produits au sein d'une même rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié (rubrique n° 2565), Article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention de produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée : Stockages et rétentions</b> <p>I. Dispositions générales</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]</p> <p>II. Cuves et chaînes de traitement</p> <p>Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des cuves associées. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats 2024</u></p> <p>Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que la rétention du laveur de gaz est pleine de liquide et que, par ailleurs, des bidons de soude sont présents dans la rétention.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant d'améliorer la gestion de ses stockages de produits chimiques pour qu'ils ne se retrouvent pas au sein d'une même rétention.</p> <p><u>Constats 2025</u></p> <p>L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant que les bidons de soude sont placés sur une rétention à part et que la rétention principale du laveur de gaz est vidée.</p> <p>L'inspection s'est rendue dans les locaux abritant le laveur de gaz et a constaté que la rétention des bidons de soude et celle du laveur de gaz étaient opérationnelles.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle à l'exploitant que les rétentions de produits chimiques sont à vider immédiatement à la suite de déversement de produits et/ou d'eau à l'intérieur et qu'elles sont dédiées à une seule nature de produit pour éviter les incidents/accidents.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 2 : Stockages de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié (rubrique n° 2565), Article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention de produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée : Stockages et rétentions****I. Dispositions générales**

Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]

**II. Cuves et chaînes de traitement**

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées. [...]

**Constats :**Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté plusieurs stockages de produits chimiques liquides à plusieurs propriétés de danger différentes sans présence de rétention, situés sur la voirie à proximité immédiate du cours d'eau Le Lamisou.

Il a été demandé à l'exploitant de trouver une solution à long terme pour permettre un stockage dans des conditions conformes à la réglementation.

### Constats 2025

L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant que :

- l'ensemble des stockages de déchets chimiques a été déplacé dans une autre zone à l'écart du cours d'eau,
- 2 conteneurs spécifiques pour ces stockages ont été mis en place depuis le début de l'année 2025. Plusieurs enlèvements ont été réalisés pour minimiser la quantité de déchets chimiques présents sur site,
- la fourniture de rétentions pour certains liquides restent à mettre en place.

De plus, l'exploitant a transmis la consigne "sécurité de gestion et élimination des déchets du site" en date du 16 avril 2024.

L'inspection a constaté le déplacement des stockages de produits chimiques liquides sur une autre partie du site n'étant pas à proximité immédiate du cours d'eau. De fait, la nouvelle zone de stockage et les nouveaux conteneurs mis en place sont presque pleins le jour de l'inspection. Chaque emplacement de cette zone est dédié à un type de déchet.

L'inspection a constaté qu'aucun stockage de produits chimiques liquides était présent le long du cours d'eau.

Par ailleurs, la consigne "sécurité de gestion et élimination des déchets du site" transmise est à mettre à jour avec la date de la dernière modification et toutes les mises à jour nécessaires, le cas échéant.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle à l'exploitant que :

- la nouvelle zone de stockage de déchets chimiques et les conteneurs associés sont à gérer de telle sorte qu'ils soient, en permanence, facilement accessibles et capables de prendre en charge les déchets correspondants, avant l'enlèvement de ceux-ci par les sociétés dûment autorisées ou agréées à le faire,
- les zones de stockage de déchets de l'ensemble du site sont dédiées à une seule nature de produit chimique pour éviter les incidents/accidents et l'affichage du déchet associé à la zone de stockage est réalisé de manière pérenne.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la consigne "sécurité de gestion et élimination des déchets du site" mise à jour dès finalisation et la date à laquelle l'ensemble des stockages de déchets de produits chimiques sont effectivement sous rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### **N° 3 : Conteneurs de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, Article 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conteneurs de déchets

### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

**Constats :**Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté la présence de grands conteneurs contenant différents déchets dangereux provenant des activités de fonderie et de traitement de surface. Ces conteneurs n'étaient pas fermés. L'inspection a demandé à l'exploitant de fermer les conteneurs pour éviter un risque de pollution du milieu extérieur. Par ailleurs, l'accès de tiers n'étant pas complètement empêché sur le site, il subsiste un risque d'accès à ces déchets. La présence de big-bags contenant des déchets issus des fours de décochage a également été constatée sur la voirie.

L'inspection a demandé à l'exploitant de :

- procéder à la fermeture des conteneurs de déchets (sous réserve qu'ils soient bien aérés),
- prévenir des risques de lessivage des big-bags par les eaux de pluie en assurant leurs stockages dans des conditions étanches et sans risque de rupture d'intégrité des big-bags.

Constats 2025

L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant :

- qu'il est non favorable à la fermeture complète des conteneurs de magnésium pour cause de risque de formation de zone ATEX,
- que, depuis le début de l'année 2025, les big-bags des boues de ressuage sont positionnés dans les caisses palettes étanches prévues à cet effet,
- que le risque lié aux tiers est sous surveillance.

L'inspection a constaté :

- l'ouverture des conteneurs. En effet, des travaux étaient en cours sur l'un d'eux,
- l'absence de big-bags sur la voirie,
- le stockage des big-bags des boues de ressuage dans des caisses palettes étanches,
- l'identification de chaque type de produits solides prévus pour être stockés dans chaque conteneur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle à l'exploitant que :

- la zone de stockage de déchets chimiques solides et les conteneurs associés sont à gérer de telle sorte qu'ils soient, en permanence, facilement accessibles et capables de prendre en charge les déchets correspondants, avant l'enlèvement de ceux-ci par les sociétés agréées à le faire,
- les zones de stockage de déchets de l'ensemble du site sont dédiées à une seule nature de produit chimique pour éviter les incidents/accidents ;
- l'affichage du déchet associé à la zone de stockage est réalisé de manière pérenne.

**Type de suites proposées :** Sans suites



#### N° 4 : Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité traitement de surface

**Références réglementaires :** Arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2025, Article 2

Arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié (rubrique n° 2565), Articles 38, 57 et 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, Évaluation des rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Prescriptions contrôlées :**

Mise en demeure du 22 juillet 2025 – Article 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Conformément aux dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié susvisé, la société NEXTEAM ARUDY FOUNDRY est mise en demeure sous cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, d'effectuer une mesure des émissions atmosphériques au niveau du laveur de gaz des bains de traitements de surface et de transmettre les résultats commentés à l'inspection des installations classées.

Arrêté ministériel du 9 avril 2019 – Article 38 : Points de mesures

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.

Arrêté ministériel du 9 avril 2019 – Article 57 : Émissions dans l'air

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés :

- |  |   |
|--|---|
| • Acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/m <sup>3</sup> ; | • CN : 1 mg/m <sup>3</sup> ;  |
| • HF exprimé en F : 2 mg/m <sup>3</sup> ;                | • Alcalins, exprimés en OH : 10 mg/m <sup>3</sup> ;                       |
| • Cr total : 1 mg/m <sup>3</sup> ;                       | • No <sub>x</sub> , exprimés en NO <sub>2</sub> : 200 mg/m <sup>3</sup> ; |
| • Cr VI : 0,1 mg/m <sup>3</sup> ;                        | • SO <sub>2</sub> : 100 mg/m <sup>3</sup> ;                               |
| • Ni : 5 mg/m <sup>3</sup> ;                             | • NH <sub>3</sub> : 30 mg/m <sup>3</sup> .                                |

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier de l'attaque nitrique / NO<sub>x</sub> : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.

Arrêté ministériel du 9 avril 2019 – Article 58 : Surveillance des émissions

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.

**Constats :**Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que :

- le contrôle des rejets atmosphériques au niveau du laveur de gaz n'est pas annuel (le dernier date de 2019) et que le référentiel réglementaire utilisé pour le faire n'est pas correct,
- le rapport de contrôle met en évidence plusieurs non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure.

L'inspection a demandé à l'exploitant :

- d'effectuer une mesure des émissions atmosphériques au niveau du laveur de gaz des bains de traitements de surface et transmettre les résultats commentés à l'inspection des installations classées (proposition de mise en demeure) ;
- de procéder, dorénavant, à des mesures, à fréquence minimale annuelle, au niveau du point de rejet du laveur de gaz (proposition de mise en demeure) .
- de traiter les non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure afin que les prochaines mesures soient réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de 2019 (demande).

Constats 2025

L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant les dates d'intervention de la société APAVE pour les mesures des rejets atmosphériques de l'atelier décapage – laveur de gaz : les 7 et 8 octobre 2025.

De plus, il a transmis le contrat de prestation n° C25143367 du 20 juin 2025 établi par la société APAVE pour cette mission.

À la date de rédaction de ce rapport, l'exploitant n'a pas encore transmis le rapport de mesures commenté précisant, le cas échéant, les actions correctives à mettre en place pour être conforme, aussi bien, sur les résultats des mesures de ses rejets atmosphériques que sur la section de mesure du laveur de gaz.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dès réception, les rapports de mesures des émissions atmosphériques au niveau du laveur de gaz, accompagnés de ses commentaires.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit :

- procéder dorénavant à des mesures, à fréquence minimale annuelle, au niveau du point de rejet du laveur de gaz,
- traiter les non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure afin que les prochaines mesures soient réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de 2019 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** Dès réception

**N° 5 : Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité fonderie**

**Références réglementaires :** Arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié (rubrique n° 2552), Articles 6.2 et 6.3  
Arrêté préfectoral du 28 décembre 1998, Articles 3.2.3, 3.4 et 3.5  
Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, Article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Évaluation des rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescriptions contrôlées :**

Arrêté ministériel du 30 juin 1997 – Article 6.2 : Valeurs limite et conditions de rejets

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) [...] :

- poussières : 150 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- plomb : 5 mg/Nm<sup>3</sup>, si le flux est supérieur à 25 g/h. [...]

Arrêté ministériel du 30 juin 1997 – Article 6.3 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants dans les effluents gazeux doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. [...]

Arrêté préfectoral du 28 décembre 1998 – Article 3.2.3 : Hauteur des cheminées

[...] la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale doit être au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

Arrêté préfectoral du 28 décembre 1998 – Article 3.4 : Valeurs limites de rejet

Les émissions canalisées de l'ensemble de l'établissement doivent respecter les valeurs limites totales suivantes :

- poussières totales :
  - débit massique horaire < 1 kg/h,
  - concentration < 100 mg/Nm<sup>3</sup>),
- phénols :
  - débit massique horaire < 0,1 kg/h,
  - concentration < 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

Arrêté préfectoral du 28 décembre 1998 – Article 3.5 : Dispositifs de contrôle

Les conduits d'évacuation des effluents gazeux doivent être conçus de façon à permettre d'effectuer des mesures de débit, température, vitesse des gaz, concentration en polluant et des prélèvements représentatifs. [...]

Arrêté ministériel du 2 février 1998 – Article 27

1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m<sup>3</sup>.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m<sup>3</sup>. [...]

8° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : [...]

- c) Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Pb).

### **Constats :**

#### Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que :

- le contrôle des rejets atmosphériques au niveau des installations en lien avec la fonderie, n'est pas triennal (le dernier date de 2020),
- les vitesses au débouché mesurées sont situées aux environs de 1 à 2 m/s et sont relativement faibles pour permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère,
- le rapport de contrôle met en évidence plusieurs non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure.

L'inspection a demandé à l'exploitant :

- de réaliser une mesure des émissions atmosphériques au niveau du four magnésium, du four aluminium, des aspirations « boas » et de la « lingoteuse » et transmettre les résultats commentés à l'inspection des installations classées. Étant donné qu'aucune mesure des rejets aux émissaires fonderie n'a été réalisée depuis 2020, il est demandé de réaliser cette mesure sans attendre,
- de procéder, dorénavant, à des mesures à fréquence minimale triennale au niveau de ces points de rejets, cette fréquence sera reprise dans un arrêté préfectoral de mise à jour des conditions d'exploitation,
- de traiter les non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure,
- de prendre les mesures nécessaires pour que les vitesses d'éjection des effluents aux cheminées soient conformes. La prochaine mesure réglementaire des effluents est réalisée à débit maximum afin de vérifier la conformité des vitesses d'éjection.

#### Constats 2025

L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant :

- la mise en place d'une aspiration des rejets atmosphériques sur le poste four BP Mg,
- les dates d'intervention de la société APAVE pour les mesures des rejets atmosphériques du site :
  - les 7 et 8 octobre 2025 pour l'atelier fusion – 2 processus (four magnésium gravité & four BP aluminium) et l'atelier – four de décochage,
  - le 15 décembre : four BP Mg.

De plus, il a transmis la facture du 30 septembre 2025 de la société AIRFILTIS concernant l'installation de dépoussiérage SF6 du four BP Mg et le contrat de prestation n° C25143367 du 20 juin 2025 et son avenant du 17 juillet 2025 établis par la société APAVE pour la mission de mesure des rejets atmosphériques.

Le jour de l'inspection, la mise en place d'une aspiration des rejets atmosphériques sur le poste four BP Mg est en cours de travaux.

À la date de rédaction de ce rapport, l'exploitant n'a pas encore transmis les rapports de mesures commentés précisant, le cas échéant, les actions correctives à mettre en place pour être conforme, aussi bien, sur les résultats des mesures de ses rejets atmosphériques que sur la section de mesure et les vitesses d'éjection des fumées.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dès réception, les rapports de mesures des émissions atmosphériques, accompagnés de ses commentaires.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit :

- procéder, dorénavant, à des mesures à fréquence minimale triennale,
- traiter les non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure,
- s'assurer que les vitesses d'éjection des fumées sont conformes à ce que la réglementation prévoit et proposer un plan d'action dans le cas contraire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** Dès réception

## N° 6 : Plan de gestion de solvants

**Références réglementaires :** Arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2025, Article 3  
Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, Article 28.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion de solvants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Mise en demeure du 22 juillet 2025 – Article 3 : Mise en place d'un plan de gestion des solvants

Conformément aux dispositions de l'article 28.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, la société NEXTEAM ARUDY FOUNDRY est mise en demeure sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, de mettre en place un plan de gestion de solvants utilisés sur le site.

Arrêté ministériel du 2 février 1998 – Article 28.1

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne tient pas à jour de plan de gestion de solvants (PGS).

L'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place un plan de gestion de solvants sur le site dans un délai de quatre mois.

Constats 2025

L'exploitant a réalisé un PGS avec les données existantes de l'année 2024, transmis par courriel le 21 novembre 2025. Ce document montre que les émissions annuelles totales de solvants sont de 6,6 t avec une consommation annuelle de 30,2 t de produits contenant des solvants.

L'exploitant s'est mis en conformité. L'article 3 de l'arrêté de mise en demeure n° 2403/2025/75 du 22 juillet 2025 est levé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** /

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 7 : Activité de travail du bois

**Références réglementaires :** Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié (rubrique n° 2410), Article 41  
Arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié (rubrique n° 2410), Article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques de l'activité de travail du bois

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescriptions contrôlées :**

Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 – Article 41

[...] Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. [...]

Arrêté ministériel du 5 décembre 2016 – Article 6.1.1

Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont, si la mesure est techniquement et économiquement possible, munis d'orifices obturables et accessibles [...]. Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible. [...]

Il est à noter que ces deux arrêtés prévoient également des mesures à fréquence au moins triennale sur les poussières et sur les COV, si des solvants sont consommés pour cette activité.

**Constats :**

Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que :

- le bâtiment, le plus récemment construit sur le site, accueille des activités de travail du bois, sans savoir si cette activité est soumise ou non à la rubrique n° 2410 « *Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610* » ;
- certains conduits des hottes d'aspiration au niveau des différents postes de travail se rejoignent en un point de rejet unique après traitement par un cyclofiltre en sortie du bâtiment. Le cyclofiltre est mis en place pour traiter les poussières. L'exploitant a indiqué que les aspirations dans le bâtiment ne sont pas toutes reliées au circuit de traitement de l'air et qu'il existe donc d'autres points de rejets non reliés au cyclofiltre et que ces conduits de rejets ne font pas tous l'objet d'un traitement.

L'inspection a demandé à l'exploitant :

- de se positionner, dans un délai de trois mois, vis-à-vis de son classement par rapport à la rubrique n° 2410 de la nomenclature des installations classées ;

- si le site est soumis à la rubrique n° 2410 de :
  - de confirmer à l'inspection s'il existe des points de rejets qui ne sont pas reliés au circuit de traitement d'air principal du bâtiment. Dans le cas contraire, il prendra les dispositions pour :
    - relier les autres points de rejets au point de rejet principal du bâtiment, après traitement par cyclofiltre ;
    - mettre en place un traitement à la sortie de ces points de rejets individuels ;
  - de réaliser dans un délai de trois mois une mesure des effluents atmosphériques au niveau des différents points de rejet.

#### Constats 2025

L'exploitant a fait l'inventaire des puissances de ces 12 machines à bois, permettant de savoir si cette activité est soumise à la rubrique n° 2410, transmis par courriel le 21 novembre 2025. Ce document montre que la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est au moins de 19,7 kW, soit inférieure au seuil du régime de la déclaration de la rubrique fixé à 50 kW. Il est à noter que 3 machines ("Lapidaire à bande cylindrique Roberto Landonio 78329", "Tour parallèle", "Dégauchoiseuse") présentes dans l'atelier sont anciennes et l'exploitant n'a pas été en mesure de collecter leur puissance.

L'inspection a constaté la présence de cet atelier sur le site. Cependant, l'inspection estime que l'ajout des trois puissances manquantes ne changerait pas le non-classement de l'activité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /**

**Type de suites proposées :** Sans suites

### **N° 8 : Utilisation de solvant à risque H341 et H351 au niveau du bâtiment « propulse »**

**Références réglementaires :** Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (rubrique n° 2940), Article 6.1  
Arrêté ministériel du 13 décembre 2019 (rubrique n° 1978), Articles 9.1 et 10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Solvants

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

#### **Prescription contrôlée :**

##### Arrêté ministériel du 12 mai 2020 – Article 6.1 : Généralités

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

##### Arrêté ministériel du 13 décembre 2019 – Article 9.1.II : COV

[...] Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> est respectée.

La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés. [...]

Arrêté ministériel du 13 décembre 2019 – Article 10.1 : Cas général

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. [...]

La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation [...]

b) le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) de COV [...] halogénés auxquels sont attribués [...] les mentions de danger H351 ou H341 dépasse 2 kg/h [...].

[...] Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées [...] au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an.

- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.

**Constats :**

Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que :

- les activités liées à la rubrique n° 2940, soumise au régime de l'enregistrement, sont exercées essentiellement dans le bâtiment « propulse », qui est dédié à la fabrication de noyaux pour impression 3D ;
- la zone de stockage de l'alcool furfurylique est située au niveau de ce bâtiment. La zone pour injecter ce solvant au niveau des pièces mécaniques est capotée de manière à prévenir les risques pour le personnel (injection via 2 gaines d'aspiration une fois par jour), sans savoir si cette activité est soumise ou non à la rubrique n° 1978 « *Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des)* » ;
- ce solvant est rejeté au niveau du point des rejets n° 5 et n° 6 (correspondant au plan transmis par l'exploitant) du bâtiment « propulse ». L'extraction se fait horizontalement au mur ;
- la présence, précisée par l'exploitant, d'un dispositif de traitement pour retenir le sable/les poussières via un « mur aspirant », mais sans mise en place de dispositif de traitement en amont des rejets de solvants.

L'inspection a demandé à l'exploitant :

- de transmettre dans un délai de 3 mois son positionnement vis-à-vis de son classement par rapport à la rubrique n° 1978 en indiquant la quantité maximale d'alcool furfurylique utilisée sur le site chaque année ;
- si le site est soumis à la rubrique n° 1978, de procéder à la réalisation d'une campagne de mesure des rejets en COV au niveau du bâtiment « propulse » et d'évaluer le flux horaire rejeté en COV ;
- si le site est soumis à la rubrique n° 1978, de réaliser les mesures relatives au COV prévues dans l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif à la rubrique n° 1978.

Constats 2025

L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant qu'il n'est pas soumis à la rubrique n° 1978 car l'utilisation du solvant à mention de danger H351 est une résine destinée à l'impression de noyaux de sable en 3D et non au nettoyage de surface.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /**

**Type de suites proposées :** Sans suites



## N° 9 : Solvants utilisés au niveau de la fonderie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, Articles 27.7.a et 59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article 27. 7 – Composés organiques volatils</u></p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p><u>Article 59</u></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. [...]</p> <p>La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation [...]</p> <p>a) le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) en COV, exprimé en carbone total, dépasse 15 kg/h dans le cas général ; [...]</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées [...] au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats 2024</u></p> <p>Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les solvants au niveau de la fonderie sont employés via l'utilisation de résines. Celles-ci contiennent les solvants et sont mélangées avec le sable, avant que le mélange soit installé dans le malaxeur. Le malaxeur est équipé d'un dépoussiéreur avant rejet des effluents en toiture au niveau du point de rejet n° 33 ;</li><li>• les fours permettent la polymérisation des pièces et peuvent être à l'origine indirectement de la remise en suspension dans l'atmosphère. Une partie des solvants est rejetée via plusieurs extractions en toiture et une partie est rejetée de manière diffuse dans l'atelier.</li></ul> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'indiquer son positionnement vis-à-vis des seuils de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (consommation de solvants à l'année),</li><li>• de procéder à la réalisation d'une campagne de mesure des rejets en COV au niveau de la fonderie et d'évaluer le flux horaire rejeté en COV.</li></ul> <p><u>Constats 2025</u></p> <p>L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant les dates d'intervention de la société APAVE pour les mesures des rejets atmosphériques du site :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les 7 et 8 octobre 2025 pour l'atelier fusion – 2 processus (four magnésium gravité &amp; four BP aluminium) et l'atelier - four de décochage,</li></ul>

- le 15 décembre : four BP MG.

À la date de rédaction de ce rapport, l'exploitant n'a pas encore transmis les rapports de mesures commentés précisant le rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane pour ses installations, l'évaluation du flux horaire rejeté en COV et si, le cas échéant, des actions correctives sont à mettre en place pour être conforme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dès réception, les rapports de mesures des émissions atmosphériques, accompagnés de ses commentaires.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit procéder, dorénavant, à des mesures des rejets des COV, à fréquence minimale annuelle, au niveau des points de rejet de ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** Dès réception

**N° 10 : Points de rejet sur le site**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, Articles 4 et 49

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

**Prescription contrôlée :**

Article 4

[...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Article 49

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...]

**Constats :**

Constats 2024

Le 23 octobre 2024, l'inspection a constaté qu'au niveau :

- de la fonderie, plusieurs procédés participant au procédé de fusion sont à l'origine de l'émission d'effluents atmosphériques et la présence de manches souples percées sur certains dispositifs d'aspiration/dépoussiéreurs,
- du bâtiment « propulse » (rez-de-chaussée), un four « BP Mg » qui n'est pas directement relié à un rejet canalisé en toiture,
- des autres bâtiments, le nombre de points de rejets sur l'ensemble du site est important. Les effluents atmosphériques rejetés ne sont pas tous captés directement, ne font pas tous l'objet de traitement.

L'inspection a demandé à l'exploitant :

- de réparer sous 2 mois les manchettes souples constatées percées ;
- de transmettre dans un délai de six mois une étude technico-économique permettant d'étudier la possibilité de canaliser les émissions atmosphériques du site lorsqu'elles ne sont pas canalisées (dont les émissions du point de rejet « four Bp Mg » ), de traiter les effluents, de regrouper des points de rejet autant que possible et de proposer des valeurs limites d'émission en concentration et en flux en fonction de la réglementation applicable. Sur la base de cette étude, des prescriptions complémentaires pourront être prises par Monsieur le Préfet.

#### Constats 2025

L'exploitant a établi un plan d'action, le 23 mai 2025, transmis en dernier lieu le 21 novembre 2025, précisant :

- avoir priorisé les actions en interne, en installant, sur le poste BP Mg, trois hottes aspirantes reliées à une aspiration centralisée. Les travaux ont démarré le 18 novembre 2025,
- avoir remplacé les manchettes percées.

L'inspection a constaté la présence de manchettes neuves en stock, afin que l'exploitant soit en mesure de les remplacer en cas de percement, et le début des travaux sur le point de rejets des effluents atmosphériques du four BP Mg. Cependant, l'inspection n'a pas été destinataire d'une étude technico-économique permettant d'étudier la possibilité de canaliser les émissions atmosphériques du site lorsqu'elles ne sont pas canalisées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- de mettre à jour :
  - la version du 10/2024 du plan « Plan Général » du 21 février 2023 – version A relatif aux rejets atmosphériques du site,
  - la liste des points de rejets atmosphériques (ICPE) du 6 novembre 2023,
- de préciser quelle sera sa prochaine action prioritaire à réaliser pour limiter les rejets diffus et/ou traiter les rejets canalisés de l'ensemble de l'usine.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois